

ARRÊTÉ DCPAT-2025-N ° 747 portant mise en demeure

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société PICHARD BALME à SAUMUR (49400)

Fabrication de médailles, insignes, décorations, bijoux et objets d'exception

LE PRÉFET DU MAINE-ET-LOIRE

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. 181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2016 n°115 délivré le 17 mai 2016 à la société PICHARD BALME, ci après désignée l'exploitant, pour l'exploitation d'une installation de fabrication de médailles, insignes, décorations, bijoux et objets d'exception sur le territoire de la commune de Saumur à Saint-Lambert-des-levées, à l'adresse suivante, 17 rue des Petites Granges, CS 44016, 49400 Saumur, concernant, notamment, les rubriques 2565 et 4110 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu notamment les articles 1.6.1 et 1.6.2 de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2016 susvisé portant respectivement sur les porter à connaissance et la mise à jour des études d'impact et de dangers ;

Vu l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n°2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement, établi suite à la visite d'inspection réalisée sur le site de la société PICHARD BALME en date du 26 mai 2025, transmis à l'exploitant par courrier en date du 17 juin 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 26 mai 2025 effectuée sur le site de PICHARD BALME sis à Saumur - 17 rue des Petites Granges, l'inspection des installations classées a constaté, sur le fondement de la visite d'inspection du 02 novembre 2017, du porter à connaissance de décembre 2018 et de la visite d'inspection du 28 mars 2024, une évolution de l'utilisation de la cuve de stockage des bains usés cyanurés, où ni le volume réel maximum de la cuve, ni le positionnement vis-à-vis de la rubrique n° 4110 de la nomenclature des installations classées susvisée n'ont pu être justifiés par l'exploitant ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement de mettre en demeure la société PICHARD BALME de régulariser la situation administrative des installations classées de son établissement sis à Saumur - 17 rue des Petites Granges ;

Considérant que lors de la visite du 26 mai 2025 effectuée sur le site de PICHARD BALME, l'inspection des installations classées a constaté :

- une évolution non portée à la connaissance de l'inspection de plusieurs installations, notamment la suppression d'installations de trempe-recuit, la modification des installations de travail mécanique des métaux, la modification des stockages de matières combustibles ;
- une absence de révision de l'étude de dangers du site suite aux modifications et à l'impossibilité de justifier du comportement au feu de plusieurs dispositions constructives ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article R 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société PICHARD BALME de respecter les dispositions de l'article R 181-46 du Code de l'environnement et des articles 1.6.1 et 1.6.2 de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2016 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Maine et Loire,

Arrête

Article 1 – La société PICHARD BALME, exploitant d'une installation de fabrication de médailles, insignes, décorations, bijoux et objets d'exception sur le territoire de la commune de Saumur à Saint-Lambert-des-levées, à l'adresse suivante, 17 rue des Petites Granges, CS 44016, 49400 Saumur, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement susvisé en adressant, au préfet de Maine-et-Loire, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de porter à connaissance consolidé des modifications intervenues sur le site depuis la mise en service des installations en 2017 incluant une étude de dangers actualisée avec tous les éléments d'appréciation.

Article 2 – Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 - En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département pour une durée minimale de 2 mois.

Article 5 – Le présent arrêté sera notifié à la société PICHARD BALME par courrier recommandé avec accusé de réception.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Sous-préfet de SAUMUR
- Monsieur le Maire de la commune de SAUMUR
- Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le **30 JUL. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le Secrétaire Général de la Préfecture absent,
la Sous-préfète, Directrice de cabinet



Nathalie GIMONET

